

CADRAGE

Au cours d'exercices prospectifs (notamment au sein de l'INRA pour de vastes secteurs comme les protéines), il est apparu nécessaire de disposer d'un « cadrage ». Trois paradigmes ont été retenus :

A l'irréversibilité. Le marché, démocratie, essor des classes moyennes, s'autorenforcent et constituent un processus global.

Le marché sans entrave favorise la croissance et l'esprit d'entreprise, ressort du capitalisme. La liberté économique va de pair avec la liberté politique. Celle-ci gagne des pays où on la pensait impossible. La modernisation et la croissance favorisent l'apparition et l'essor de classes moyennes, qui, en retour, se sentent solidaires du développement démocratique. Le jeu social est à somme positive.

B la réversibilité. Le processus global du marché, de la démocratie, de l'essor des classes moyennes sont précaires

En exacerbant la libre circulation des biens, des capitaux et des idées, le marché rompt les frontières dont la démocratie a besoin pour définir le territoire, ses institutions et l'Etat de droit. Il peut conduire à une situation où l'essentiel des décisions sera pris par de grandes entreprises multinationales. Le marché aggravant les inégalités tend à la polarisation des richesses : les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres. Quand la croissance n'est plus au rendez vous, ou/et que la compétition économique exerce une pression en baisse sur les revenus, les classes moyennes se prolétarisent. La désaffection de ces dernières et des exclus vis-à-vis de l'ordre démocratique peut alors créer les conditions de la conquête du pouvoir totalitarismes. Le jeu social est à somme nulle ou négative.

C mixte de l'irréversibilité et de la réversibilité. Le processus global du marché, de la démocratie, de l'essor des classes moyennes, peut comprendre des parties irréversibles et d'autres réversibles.

Les combinaisons sont multiples et les proportions d'irréversibilité et de réversibilité peuvent être différentes selon les espaces géopolitiques et varier dans le temps. La théorie historique, telle le marxisme, postule l'irréversibilité de l'évolution des sociétés, le phénomène entropique dérivé des lois de la thermodynamique conduisant à la dégradation du capitalisme et à son remplacement. L'écologie raisonne aussi par rapport à une dégradation de la nature sous l'effet des activités humaines. A l'inverse de l'entropie, la création physique, technologique, biologique, sociale, est source de « variété » des systèmes, de phénomènes néguentropiques opposés à la dégradation. Ces deux mouvements contraires coexistent. Les ordres sociaux se délitent et se recomposent. Il n'y a donc pas ni fin de l'histoire ni déterminisme absolu de l'évolution. Mais l'histoire n'est pas non plus un perpétuel recommencement. Les jeux sociaux peuvent être ici à somme nulle, négative ou positive.

L'observation de la situation mondiale permet de distinguer trois types de gouvernance : « le tout libéral », « La gouvernance mondiale », « la gouvernance régionale ». Dans la réalité ces trois types de gouvernance forment un mixte dont la place et l'importance des composants varient dans le temps selon la situation économique et géopolitique.

Ainsi, la tendance forte des dernières décennies est l'accentuation du libéralisme, le recul du rôle de l'Etat, et l'inconditionnalité au tout marché. *L'ultralibéralisme* a été dominant.

Mais les excès mêmes de l'ultra libéralisme ont entraîné des réactions et des oppositions, des politiques de réforme, que l'on qualifiera, pour simplifier de « réformistes ». Elles ont un caractère réactif. Ces politiques opèrent au niveau mondial mais aussi au niveau régional,

Le coût social à court et moyen termes de l'ultralibéralisme, les désastres causés par une application dogmatique de ses recettes dans des pays récemment ouverts à l'économie de marché (exemples la Russie de la fin des années 80, la crise financière asiatique et ses répercussions mondiales, la débâcle Argentine, la crise bancaire japonaise de 1991), suscitèrent la crainte d'un krach majeur de l'économie mondiale et amenèrent des

organes dirigeants, tels le G7, à tempérer l'enthousiasme ultra-libéral et à renforcer l'activité des institutions régulatrices, particulièrement celle du FMI. Par ailleurs les problèmes de la dégradation de la biosphère entrèrent dans le corps d'une nouvelle pensée politique sans pour autant que soit mise en cause la structure du système dominant. Enfin le dépérissement programmé du rôle de l'Etat provoqua des résistances nationales. Mais l'euphorie de la reprise économique au cri de « la crise est finie » conduisit le capitalisme mondial « à perdre la tête » Et avec elle de perdre le contrôle du système.

La crise systémique est, dans un sens, le prolongement des excès de l'ultralibéralisme, du dérapage du système. On passe brusquement de la « mondialisation heureuse » à la « mondialisation catastrophe ». Cette hypothèse avait été envisagée, à contre courant de la pensée dominante dès 1996 dans les travaux de PFG dans les termes suivants :

« La crise financière peut muter en crise économique. Le chaos financier et monétaire, la dépression japonaise, conjuguée avec une récession américaine emporteraient les îlots de prospérité européens. La perspective d'une récession américaine est jugée improbable, voire impensable par la plupart des économistes. Pourtant des faiblesses existent aux USA qui n'excluent pas cette hypothèse. Ce sont le déficit commercial important, l'insuffisance de l'épargne des ménages, l'excès de dépenses d'équipement. Il va de soi qu'une récession de la première économie du monde ébranlerait les économies du Sud, enfoncerait encore davantage la Russie, et provoquerait des repliements autarciques des Régions, du moins de celles qui garderaient des capacités défensives »

Depuis, l'éclatement des bulles Internet et de l'immobilier ont précipité la crise bancaire, au cœur même du capitalisme : les USA. Depuis la récession s'est étendue au monde entier et une récession a commencé.

Le réformisme est à certains égards dépassé, il s'agit de sauver les meubles, quitte à une intervention massive des États. La crise actuelle est une défaite idéologique de première importance de l'ultralibéralisme. Mais la réversibilité ira-t-elle vers une « *Autre mondialisation* », des forces nouvelles sont nées, mais elles ne sont pas en mesure actuellement de présenter une alternative véritable au système.

Le cadrage initial conduisait à 6 « *macroscénarios* »

Ultralibéralisme avec forte croissance des pays émergents (UL1), « la mondialisation heureuse »

Gouvernance mondiale axée sur la monnaie et la finance (GM1)

Gouvernance Régionale avec cogestion des groupes régionaux (GR1)

Crise systémique mondiale (UL2)

Crise systémique Régionale (UL2)

Mondialisation alternative et nouveau système de développement (NSD)

Ils obéissaient à la logique suivante en fonction des « fondamentaux »

- Démographie
- Économie
- Social
- Politique
- Culturel
- Science-technologie
- Environnement

Logique des "fondamentaux "dans les macroscénarios							
	démographie	économie	social	Politique*	culturel	science-techno	environnement
Le "tout libéral" UL1							
La "régulation mondiale" GM1							
La "coopération régionale" GR1							
La "crise systémique mondiale" UL2							
La crise régionale GR2							
Un "autre développement" GM2							

Politique*

Conflit
ou
coopération

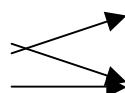
Légende :

influence du cadrage général des macroscénarios (en ligne) sur les "fondamentaux" (en colonnes)

tendance à l'augmentation

tendance à la diminution

stabilité



courbe en S



oscillations en S

